

“La majorité est au Nord et dicte sa loi”

Rudi Vervoort,
ministre-Président bruxellois,
fait sa rentrée politique.

Entretien **Mathieu Colleyn**

Ce jeudi, le gouvernement bruxellois fait sa rentrée. Au menu de cette première réunion, le dossier du viaduc Reyers qui a fait l'actualité de l'été dans la capitale. Cet ouvrage d'art doit-il être détruit? Dans quel timing? Rudi Vervoort a sa petite idée (lire ci contre). Sans surprise, le ministre-Président bruxellois annonce aussi la poursuite de la dynamique née des négociations post-25 mai entre le PS, le FDF, le CDH, l'Open VLD, le SP.A et le CD&V. L'objectif principal du nouveau gouvernement régional est d'augmenter significativement “l'employabilité” des demandeurs d'emploi bruxellois afin qu'ils profitent plus de l'activité économique dans la capitale. Rudi Vervoort ne veut pas s'enfermer dans des objectifs chiffrés. “Nous sommes tributaires de l'évolution de la conjoncture économique”, dit-il. Volontariste, le socialiste exprime aussi ses craintes de voir les relations entre sa Région et le fédéral se dégrader si la coalition dite de la “suédoise” prend corps. Interview.

C'est l'absence du PS au gouvernement qui vous fait craindre pour les relations entre le fédéral et la Région bruxelloise?

Bruxelles est au centre du jeu. Je ne vais pas me replier sur mes terres et entrer en résistance. Une coopération loyale est un impératif pour la capitale. Mais ça ne va pas être un long fleuve tranquille, je ne suis pas naïf. Il y a des dossiers importants qui impliqueront une collaboration. La N-VA a déjà indiqué qu'elle ne voyait pas l'utilité d'un musée d'art moderne à Bruxelles. Nous verrons.

La volonté était présente avant le 25 mai. C'est toujours le cas?

C'est ce qu'on verra. Idem pour Beliris. J'écoute ce qui est dit. Pour le stade de football, on verra, pour l'élargissement du ring, on verra. Je suis curieux de voir comment le ministre N-VA de la Mobilité en Flandre entrevoit une discussion avec Bruxelles.

Heureusement que l'Open VLD et le CD&V sont dans votre majorité régionale pour créer des ponts avec la Flandre.

(Silence...) C'est idem pour le survol de Bruxelles. Je lis qu'on va vers le moratoire

sans autres mesures: c'est une capitulation et une catastrophe pour les Bruxellois. En clair, on revient à la situation d'avant et on enterre le dossier. On ne fait que transférer les nuisances ailleurs alors qu'il faut une solution d'ensemble. On ne parle plus de la nuit européenne, de l'autorité de contrôle. Ce n'est pas de bon augure.

En se coupant du MR dans les Régions, le PS n'a-t-il pas précipité la constitution d'un gouvernement de droite? N'est-ce pas une erreur de la gauche?

Non. La question est de savoir ce que voulait la majorité dans ce pays. Et cette majorité est au Nord. Elle dicte sa loi. Après le 25 mai, qu'est ce qui empêchait le CD&V de dire que la majorité fédérale sortait renforcée de 100 000 voix? Pourquoi ce long silence? C'est cela qui a amené la rupture de confiance et poussé les entités fédérées à vivre leur vie. D'ailleurs, il n'a pas fallu longtemps pour que l'accord qu'avaient la N-VA et le CD&V soit mis au jour. Les Flamands avaient leur accord: la Flandre pour la N-VA et le 16 pour le CD&V. Le CD&V a clairement choisi la N-VA. La question à se poser est de savoir si on veut encore des élections couplées.

Le PS avait plaidé pour ces élections groupées...

Oui tout le monde était pour, en disant que ça permettrait des majorités symétriques. Mais regardons la situation actuelle. De quelle protection bénéficie-t-on encore en tant que francophones. La Flandre peut faire son shopping dans les partis francophones en offrant sept postes de ministres à un seul parti. Le MR fait courir un danger à la Belgique sur le plan institutionnel. Comment pèsera-t-il sur les décisions dans un pays où tous les dossiers

“On sent bien qu'autour de la table des négociations fédérales, il y a un partenaire fantôme qui s'exprime beaucoup: le patronat.”

sont communautaires? D'autant que le Sénat d'avant la réforme qui offrait une protection supplémentaire n'existe plus.

Un effet pervers de la réforme de l'Etat que vous avez soutenue?

Cet effet pervers n'est pas de notre fait. J'entends dire que le MR n'a pas eu le choix parce qu'on ne voulait pas de lui dans les Régions et que la N-VA ne voulait pas du PS. Absurde.

Le MR a indiqué vouloir éviter 541 nouveaux jours de crise.

On vit à l'ère de la mémoire du poisson rouge. Le PS a participé au dénouement de la crise. En oubliant aucun détail dans

l'accord Di Rupo. Ici on négocie à la grosse louche. C'est après que ça va coïncider. On sent bien qu'autour de la table des négociations fédérales, il y a un partenaire fantôme qui s'exprime beaucoup: le patronat. Les syndicats ne se sont pas exprimés de la même manière quand Di Rupo faisait son gouvernement. Que dire de ce petit jeu vis-à-vis du CDH? Ces patrons qui disent à un parti “allez hein, à la table”, ça me laisse rêveur. Les faiblesses de l'accord fédéral vont donner lieu à des crispations.

L'accord “suédois” ne peut être que faible?

Flou en tout cas. A part de la symbolique

comme le saut d'index ou le service minimum, on n'a encore rien vu de concret.

Que doit faire le MR? Se retirer?

Je ne suis pas dans la tête du MR.

Un PS dans l'opposition après plus de 25 ans de pouvoir, n'est-ce pas sain d'un point de vue démocratique?

Beaucoup de monde en rêvait, y compris dans les médias. Mais il y a encore des électeurs. On veut en changer peut-être? Le PS est incontestablement le premier parti francophone. On avait fixé des priorités à Bruxelles et on a dégagé une majorité conforme à notre programme. On ne peut pas nous le reprocher. Par contre, on en serait presque à trouver normal d'un point de vue démocratique qu'un parti qui pèse 25% des électeurs représente tous les francophones au fédéral... Pas un journaliste, pas un analyste n'imaginait la situation actuelle. Imaginons l'inverse: une majorité imposante côté francophone et un des grands partis flamands sans les autres. L'opinion publique flamande ne l'accepterait jamais. Cette formule serait flinguée par les éditorialistes. Mais ici rien. C'est un vrai questionnement.

Euro 2020: “Notre candidature sera retenue”

Quid du célèbre et fameux nouveau stade de football aux normes internationales que la Région bruxelloise et la Ville de Bruxelles entendent faire pousser sur le parking C? Tout roule, selon un Rudi Vervoort particulièrement optimiste. Pour rappel, Bruxelles ambitionne de participer au championnat d'Europe de football en 2020 qui se jouera dans 13 grandes villes européennes. Ces villes seront bientôt désignées. *“Notre candidature sera retenue, annonce le ministre-Président bruxellois. J'en ai la certitude personnelle. Notre dossier est un bon dossier. On devrait obtenir un match important. Nous visions le match d'ouverture, ce n'est pas exclu. Pour la finale, cela se joue entre la France et l'Allemagne.”*

Certes était-il difficile d'imaginer un Euro 2020 des villes auquel ne participerait pas la capitale de l'Union européenne. Encore fallait-il garantir la mise à disposition d'un stade suffisamment grand pour accueillir l'événement. Une fois désignée, la Région de Bruxelles-Capitale, la Ville de Bruxelles, propriétaire du parking C devront négocier avec la Région flamande, le terrain étant sur son territoire, ainsi qu'avec l'Etat fédéral. *“De quoi tester la Belgique fédérale apaisée”,* commente encore Rudi Vervoort.

M. Co.

“Le viaduc Reyers n'a plus sa place en ville”

Le sort du viaduc Reyers est au menu du gouvernement de cette semaine. Rappel, les travaux de rénovation de cet ouvrage donnant sur la place Meiser (point noir de la mobilité bruxelloise) ont été interrompus cet été car de plus en plus onéreux. A cette décision, le nouveau ministre des Travaux publics, Pascal Smet (SP.A), ajoute une réflexion sur un éventuel démontage de cette scorie de l'époque du “tout à la voiture”. Que va-t-on en faire? *“La première question qu'il faut se poser c'est: est-ce qu'un viaduc a encore sa place en milieu urbain? La réponse est clairement non, assène Rudi Vervoort. “Pour Pascal Smet, ce viaduc n'a plus de sens et tout le monde est d'accord. Il est donc en sursis mais tout va dépendre de la longueur du sursis. Nous avons prévu le réaménagement de la place Meiser sous cette législature, c'est heureux. Il faut une étude de mobilité pour savoir ce qui se passerait si on le démolissait demain. Il faut le réaménagement complet de la zone. La stabilisation du viaduc coûterait 1,5 millions d'euros mais si la démolition crée le chaos, le chaos coûtera aussi de l'argent. Nous allons voir comment donner un coup d'accélérateur au projet de la place Meiser initialement prévu en 2017.”*

M. Co.

“Bruxelles a quasi acheté le futur musée d’art moderne”

“La Région est prête à acheter le bâtiment, l’accord est quasi finalisé. Pour la fin de l’année, c’est fait.” Le ministre-Président Rudi Vervoort parle ici du bâtiment Citroën, immeuble Art nouveau qui orne les bords du canal au niveau de la place de l’Yser et qui abrite le constructeur PSA-Peugeot-Citroën. Rappel toujours, la Région de Bruxelles-Capitale a choisi cette façade emblématique pour abriter le futur musée d’art moderne et contemporain dont l’ouverture est prévue en 2017. Les collections de l’Etat belge de l’espace muséal fermé au profit du “Musée fin de siècle” dorment en effet depuis 2011 dans les réserves des Beaux-Arts. Objectif: offrir un lieu culturel attractif en vue de développer le tourisme dans la capitale. *“L’idée est d’acheter l’ensemble du bâtiment dont la partie arrière abritera un projet de logement mené par la Région”,* ajoute Rudi Vervoort. Le garage Citroën est quant à lui appelé à déménager sur le site de Tour et Taxis. Une fois encore, la finalisation de ce projet dépendra de la bonne entente entre la Région et le fédéral dont dépendent les collections d’art. *“Tout est encore à discuter”,* indique le ministre-Président qui précise que le gouvernement fédéral a été impliqué depuis le début des démarches engagées pour acheter le bâtiment.

M. Co.